

Les crises de déplacement

les plus **négligées au monde**



Photo: Hajer Naili/NRC

CONSEIL NORVÉGIEN
POUR LES RÉFUGIÉS

NRC

LES CRISES DE DÉPLACEMENT LES PLUS NÉGLIGÉES AU MONDE

Chaque jour, des millions d'enfants, de femmes et d'hommes sont pris au piège de conflits oubliés dans des coins reculés du monde. L'inaction politique est monnaie courante et l'attention des médias internationaux fait cruellement défaut. De ce fait, l'aide humanitaire est souvent insuffisante pour répondre aux besoins des populations. Trop souvent, les familles sont laissées à leur sort.

Chaque année, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) publie la liste des dix crises de déplacement les plus négligées dans le monde, afin de mettre en lumière ces urgences oubliées.

Voici la liste pour 2019.

Bien que l'aide humanitaire doive être basée sur les seuls besoins, certaines crises reçoivent plus d'attention et de soutien que d'autres. Cette négligence peut être le résultat d'un manque d'intérêt géopolitique. Ou encore, les personnes touchées peuvent sembler trop éloignées pour que beaucoup puissent s'identifier à elles. La négligence peut également être le résultat du manque de volonté des partis politiques à faire des compromis, créant des crises prolongées et une lassitude croissante des donateurs.

En publiant cette liste, notre objectif est de mettre l'accent sur le sort des personnes dont la souffrance fait rarement la une des journaux internationaux. Fournir plus d'informations et de connaissances sur ces personnes et les crises qui les entourent est un premier pas important vers l'amélioration de leur vie.

Notre méthodologie

La liste a été créée sur la base de trois critères: le manque de volonté politique, le manque d'attention des médias et le manque de soutien économique. Toutes les crises de déplacement* ayant entraîné plus de 200 000 personnes déplacées ont été analysées – 41 crises au total.

Manque de volonté politique. Cela comprend à la fois le degré de volonté politique des parties armées sur le terrain de protéger les droits des civils et d'engager des négociations de paix, et la volonté ou la capacité de la communauté internationale de trouver des solutions politiques.

L'existence d'un processus de paix, la diminution du nombre de personnes déplacées et d'autres évolutions positives servent à déterminer le niveau de volonté politique. L'absence de tels processus, une détérioration de la situation des civils et une augmentation des déplacements indiquent le contraire.

Manque d'attention des médias. Divers facteurs déterminent si une crise reçoit une couverture médiatique internationale. Même lorsque les médias rendent compte d'un conflit, la situation humanitaire des civils peut être éclipsée par la couverture des stratégies de guerre, des alliances politiques et des combats entre groupes armés. Le niveau d'attention des médias n'est donc pas nécessairement proportionnel à l'ampleur de la crise.

Lors de l'élaboration de notre liste pour 2019, nous avons mesuré l'attention des médias en utilisant les chiffres de la société de surveillance des médias Meltwater. En comparant l'attention des médias, nous avons également pris en compte la taille de chaque crise de déplacement dans les calculs.

Manque d'aide internationale. Chaque année, les Nations unies et leurs partenaires humanitaires lancent des appels de fonds pour couvrir les besoins fondamentaux des populations dans les pays touchés par des crises de grande ampleur. Mais la mesure dans laquelle ces appels sont entendus varie considérablement. Nous avons utilisé le pourcentage de couverture de chaque appel en 2019 pour indiquer les niveaux de soutien économique.

La liste de l'année *dernière*

*En raison du manque d'informations et de chiffres fiables, nous n'avons pas pu analyser la situation en Chine et en République populaire démocratique de Corée.

La montée de la violence, la paralysie politique et le manque de financement de l'aide ont contribué à placer le Cameroun en tête de la liste des crises les plus négligées au monde pour la deuxième année consécutive.

Trois crises distinctes ont continué à sévir au Cameroun en 2019 : une exacerbation des attaques de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord, une crise politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et une crise des réfugiés dans la partie orientale du pays.

Un foyer d'hostilités

Le Grand Nord est devenu un foyer d'hostilités en raison du conflit entre le groupe armé Boko Haram et les forces gouvernementales. Les premiers ont mené plus de 100 attaques dans la région au cours de l'année, tuant plus de 100 civils. Fin 2019, près d'un demi-million de personnes avaient été contraintes de fuir. La violence a augmenté le niveau de la faim, anéanti les moyens de subsistance et détruit les infrastructures.

Une urgence humanitaire complexe

Les tensions dans les régions anglophones du Nord-Ouest et

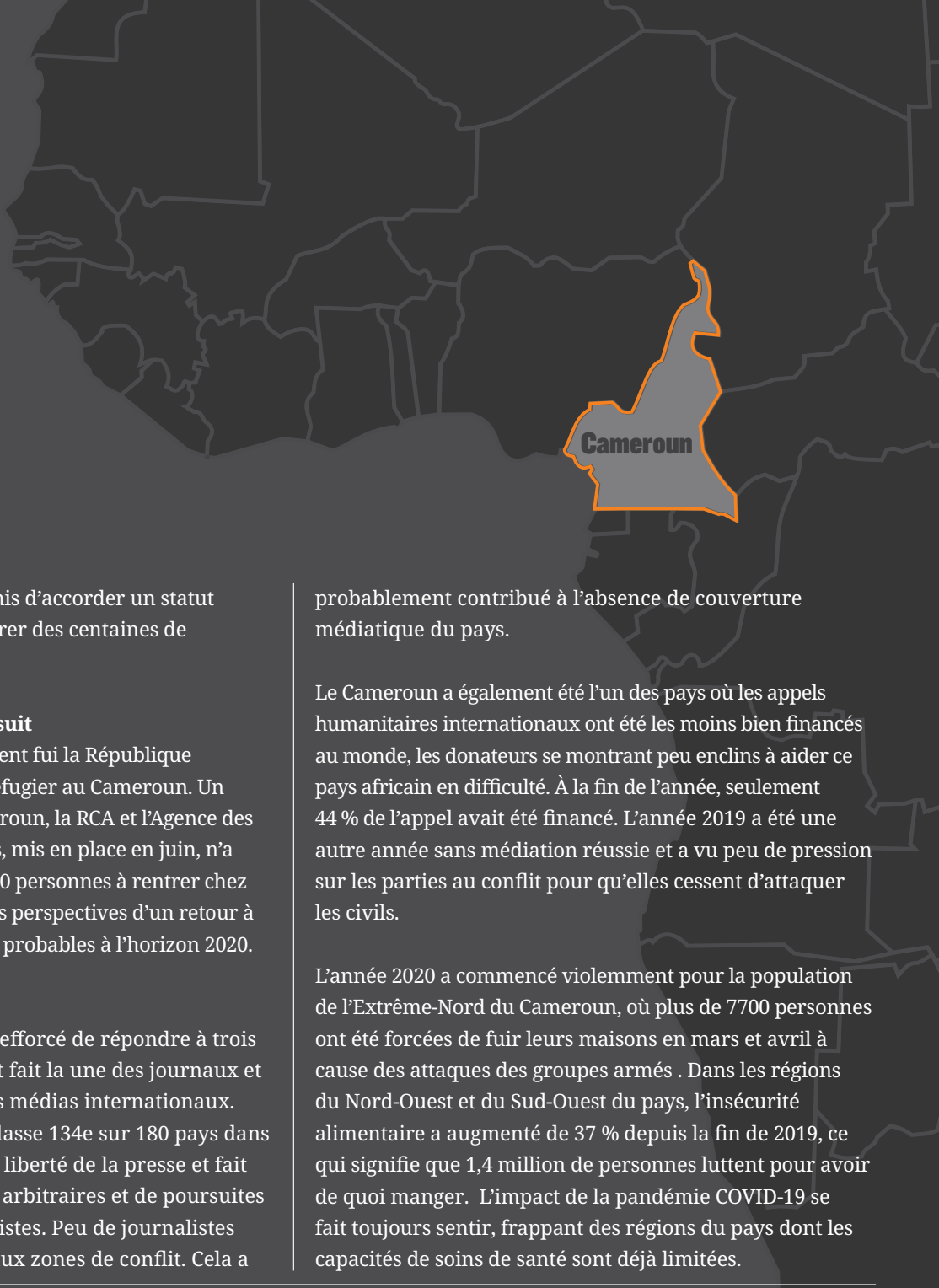
du Sud-Ouest sont devenues violentes en 2017, engendrant une urgence humanitaire qui s'est intensifiée en 2019.

Les forces gouvernementales ont mené des offensives à grande échelle et des groupes armés ont riposté. Les civils ont été pris au piège au milieu. Plus de 3 000 personnes ont été tuées dans les violences depuis le début de la crise en 2016. Des assassinats, des tortures et des villages rasés ont été largement rapportés par les groupes de défense des droits de l'homme.

La crise a déplacé près de 700 000 personnes à l'intérieur du pays depuis son début, tandis que 52 000 autres ont fui vers le Nigeria voisin pour se mettre à l'abri. Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun souffraient déjà de la pauvreté avant la crise, et 80 % de tous les services de santé et d'éducation ne fonctionnaient pas. Un dialogue national a été organisé pour faire face à la crise en



Photo: Ingebjørg Kästad/NRC



Cameroun

septembre 2019, ce qui a permis d'accorder un statut spécial à ces régions et de libérer des centaines de prisonniers politiques.

La crise des réfugiés se poursuit

Fin 2019, 280 000 réfugiés avaient fui la République centrafricaine (RCA) pour se réfugier au Cameroun. Un accord tripartite entre le Cameroun, la RCA et l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, mis en place en juin, n'a permis d'aider qu'environ 3 000 personnes à rentrer chez elles avant la fin de l'année. Les perspectives d'un retour à grande échelle semblaient peu probables à l'horizon 2020.

Hors des projecteurs

Bien que le Cameroun se soit efforcé de répondre à trois crises distinctes, il a rarement fait la une des journaux et n'a guère attiré l'attention des médias internationaux. Reporters sans frontières le classe 134e sur 180 pays dans son classement mondial de la liberté de la presse et fait état de fréquentes détentions arbitraires et de poursuites judiciaires contre des journalistes. Peu de journalistes internationaux ont eu accès aux zones de conflit. Cela a

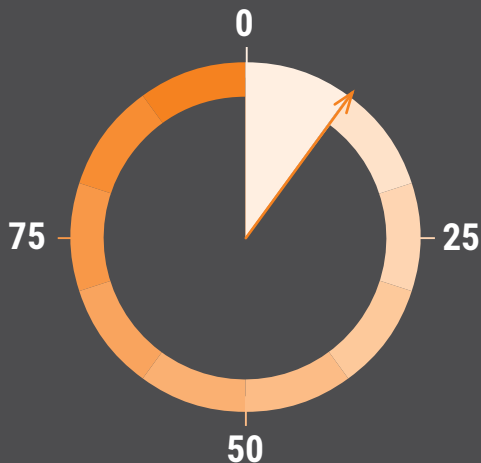
probablement contribué à l'absence de couverture médiatique du pays.

Le Cameroun a également été l'un des pays où les appels humanitaires internationaux ont été les moins bien financés au monde, les donateurs se montrant peu enclins à aider ce pays africain en difficulté. À la fin de l'année, seulement 44 % de l'appel avait été financé. L'année 2019 a été une autre année sans médiation réussie et a vu peu de pression sur les parties au conflit pour qu'elles cessent d'attaquer les civils.

L'année 2020 a commencé violemment pour la population de l'Extrême-Nord du Cameroun, où plus de 7700 personnes ont été forcées de fuir leurs maisons en mars et avril à cause des attaques des groupes armés. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays, l'insécurité alimentaire a augmenté de 37 % depuis la fin de 2019, ce qui signifie que 1,4 million de personnes luttent pour avoir de quoi manger. L'impact de la pandémie COVID-19 se fait toujours sentir, frappant des régions du pays dont les capacités de soins de santé sont déjà limitées.

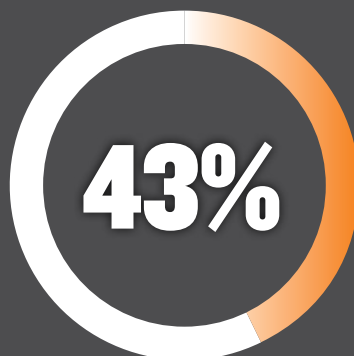
Portée médiatique

Compare l'ampleur de la crise avec la quantité de couverture médiatique dont elle fait l'objet. Toutes les crises sont comparées à la crise la plus couverte, le Mexique (100), et à la crise la moins couverte, la République du Congo (0).



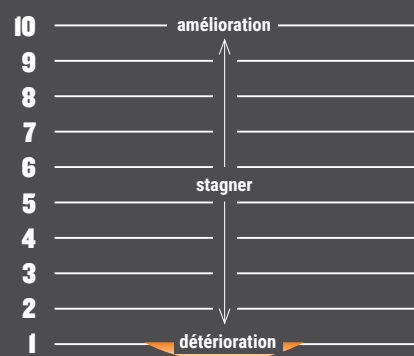
Financement de l'appel humanitaire

L'ONU lance des appels à l'aide chaque année pour répondre aux crises de déplacement. Ces appels permettent de collecter des fonds, notamment pour l'eau, la nourriture et les abris des personnes déplacées.



Négligence politique

Elle mesure le degré de volonté politique des belligérants à protéger les civils et à engager des pourparlers de paix, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs internationaux à trouver des solutions politiques.





2018 classement | 2^e

Photo: Ephrem Chiraza/NRC

2 La république démocratique du congo

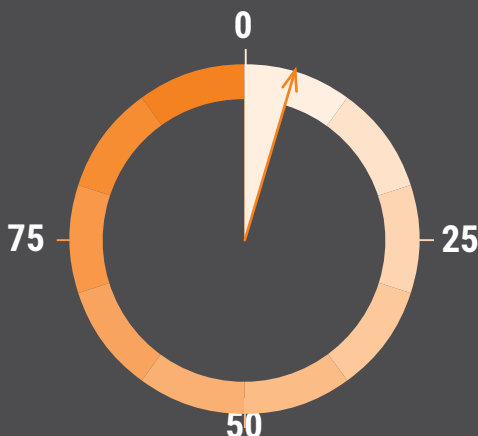
Le calme politique qui a suivi le changement de président fin 2018 a apporté un semblant d'espoir à la République démocratique du Congo (RDC). Cet optimisme a malheureusement été de courte durée, car les atrocités et le conflit de 2019 ont fait craindre à de nombreux Congolais des attaques brutales dans la partie orientale du pays.

La violence a poussé près de 1,7 million de personnes à fuir leur foyer, soit le nombre le plus élevé de personnes nouvellement déplacées de tous les pays d'Afrique. Les opérations militaires, les attaques de groupes armés et la recrudescence des combats intercommunautaires ont forcé des centaines de milliers de Congolais à fuir dans les provinces orientales de l'Ituri, du Sud-Kivu et du Nord-Kivu. La RDC a été la deuxième plus grande crise de la faim dans le monde après le Yémen en 2019. Le nombre de personnes incapables de se nourrir elles-mêmes s'élevait à plus de 15 millions. En outre, près de quatre millions d'enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition aiguë. Les Congolais ont été confrontés à de multiples défis en 2019. Une épidémie du virus Ebola dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu a tué plus de 2 200 personnes au cours de l'année. Cette épidémie était la deuxième plus importante au monde et la plus importante de l'histoire de la RDC. Le pays a

également connu la pire épidémie de rougeole des temps modernes. Au moins 209 000 personnes ont été infectées entre janvier et octobre, et plus de 4 100 sont mortes. Les inondations ont gravement touché plus de 900 000 personnes dans le nord du pays. Bien qu'il s'agisse de la deuxième plus grande crise de déplacement interne au monde après la Syrie, l'attention internationale et le financement des donateurs sont restés très insuffisants. A la fin de l'année, les donateurs avaient versé moins de la moitié des fonds nécessaires pour aider plus de 10 millions de personnes, ce qui en fait l'un des appels les moins bien financés au monde. La situation désespérée de la population de la RD Congo s'est poursuivie jusqu'en 2020. Alors que les combats se poursuivent, les déplacements de population au début de l'année 2020 ont porté le nombre total de ceux qui ont fui leur maison à plus d'un million dans la région de l'Ituri depuis 2018.

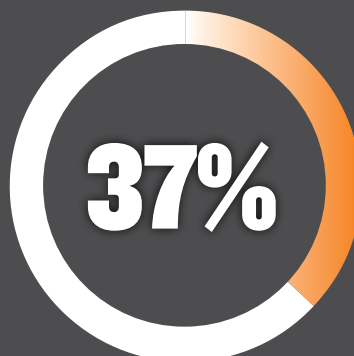
Portée médiatique

Compare l'ampleur de la crise avec la quantité de couverture médiatique dont elle fait l'objet. Toutes les crises sont comparées à la crise la plus couverte, le Mexique (100), et à la crise la moins couverte, la République du Congo (0).



Financement de l'appel humanitaire

L'ONU lance des appels à l'aide chaque année pour répondre aux crises de déplacement. Ces appels permettent de collecter des fonds, notamment pour l'eau, la nourriture et les abris des personnes déplacées.



Négligence politique

Elle mesure le degré de volonté politique des belligérants à protéger les civils et à engager des pourparlers de paix, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs internationaux à trouver des solutions politiques.

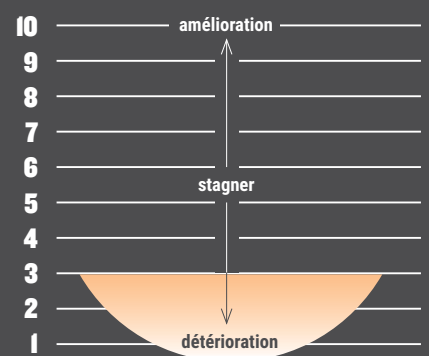




Photo: Tom Peyre-Costa/NRC

3 Burkina Faso

2018 classement | *nouveau*

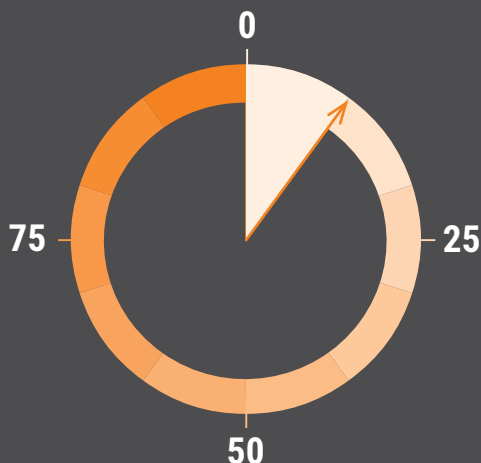
Le Burkina Faso est un nouveau venu sur la liste des crises négligées de cette année. Il s'agit de la crise de déplacement la plus rapide au monde en 2019, avec une multiplication par cinq du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, pour atteindre près de 500 000.

La violence dans le nord du Mali s'est répandue au Burkina Faso en 2018, déclenchant une vague d'insécurité qui a englouti de larges pans du pays. Le gouvernement a démissionné en janvier 2019 après des mois d'attaques par des groupes armés. Les combats se sont poursuivis sans relâche malgré la formation d'un nouveau gouvernement. Les civils ont été pris dans le feu croisé entre la violence des groupes armés et les opérations militaires menées par le gouvernement. La violence a également créé des divisions ethniques qui ont conduit à des attaques intercommunautaires et terroristes jamais vues auparavant au Burkina Faso. Ces attaques et les tirs croisés avec les forces gouvernementales ont conduit à une multiplication par cinq du nombre de personnes forcées de fuir. Quelque 2 200 personnes ont perdu la vie. Au début de 2019, les experts en matière d'aide ont prédit qu'un million de Burkinabés auraient besoin d'une aide vitale. Avant la fin de l'année, ce nombre avait doublé. Le niveau de la faim a également fortement augmenté, avec

plus de 1,2 million de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire à la fin de l'année 2019. De nombreuses personnes déplacées ont fui les terres agricoles que leurs familles possédaient depuis des générations, incapables de récolter leurs cultures – dans un pays où quatre personnes sur cinq dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. L'absence de documents de propriété ne leur permet pas de savoir s'ils pourront continuer à utiliser les mêmes terres agricoles s'ils rentrent chez eux à l'avenir. Malgré la spirale des besoins humanitaires, seule la moitié de l'argent nécessaire aux Nations unies et organisations humanitaires pour venir en aide aux personnes dans le besoin a été collectée, ce qui a laissé le Burkina Faso dans une position précaire à l'approche de 2020. Le nombre de personnes déplacées à l'horizon 2020 a continué d'augmenter. Les prévisions d'insécurité alimentaire étaient catastrophiques au début de 2020, avec un triplement de la population en insécurité alimentaire grave de 2019 à 2020.

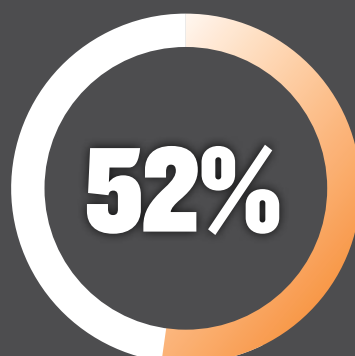
Portée médiatique

Compare l'ampleur de la crise avec la quantité de couverture médiatique dont elle fait l'objet. Toutes les crises sont comparées à la crise la plus couverte, le Mexique (100), et à la crise la moins couverte, la République du Congo (0).



Financement de l'appel humanitaire

L'ONU lance des appels à l'aide chaque année pour répondre aux crises de déplacement. Ces appels permettent de collecter des fonds, notamment pour l'eau, la nourriture et les abris des personnes déplacées.



Négligence politique

Elle mesure le degré de volonté politique des belligérants à protéger les civils et à engager des pourparlers de paix, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs internationaux à trouver des solutions politiques.

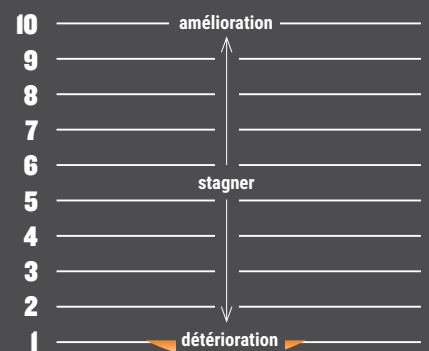




Photo: OCHA, 2020/Lauriane Wolfe

4 Burundi

2018 classement | 4^e

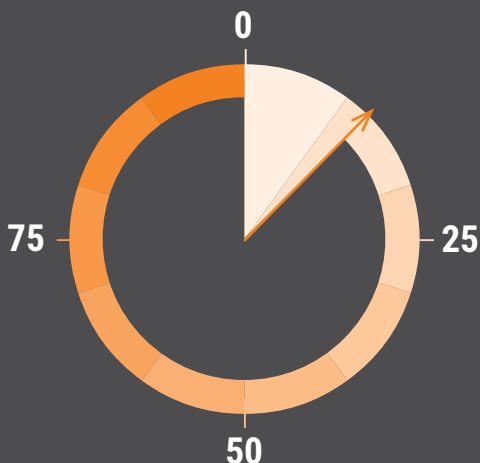
Les manifestations au Burundi ont été moins visibles en 2019 qu'en 2015, lorsque le président Pierre Nkurunziza a décidé de poursuivre un troisième mandat électoral, déclenchant des mois de protestations, un coup d'État manqué et des déplacements massifs. Cependant, les crises politiques et humanitaires du pays d'Afrique de l'Est étaient loin d'être terminées en 2019.

Les Burundais étaient toujours confrontés à une pression politique et économique considérable et continuaient à être témoins de la violence dans les rues. Les groupes de défense des droits de l'homme ont signalé que les citoyens soupçonnés d'être des partisans de l'opposition politique étaient souvent arrêtés, battus ou tués. Le gouvernement a été accusé de réprimer les critiques et les médias. Peu de journalistes internationaux ont été autorisés à entrer dans le pays, ce qui a probablement contribué à la faible couverture médiatique de la crise. La crise politique prolongée a eu un impact négatif sur la situation socio-économique du pays. L'économie du Burundi a continué à s'effondrer en raison d'une aide limitée, d'un manque de réserves de devises étrangères, de l'inflation des prix et de la baisse des investissements. L'appel humanitaire pour le Burundi n'était financé qu'à 65 % à

la fin de l'année. Le paludisme a été l'une des principales causes de mortalité infantile et de malnutrition des enfants en 2019. Une épidémie a infecté huit millions des 11 millions d'habitants du pays, et plus de 3 100 personnes sont mortes – bien plus que le nombre de décès dus au virus Ebola dans la République démocratique du Congo voisine – mais ce problème de santé catastrophique n'a guère retenu l'attention de la communauté internationale. Quelque 333 000 Burundais, dont beaucoup avaient fui les troubles politiques de 2015, vivaient en exil dans les pays voisins. Malgré le retour volontaire de près de 80 000 personnes au Burundi à la fin de 2019, entre 500 et 1 000 personnes fuyaient encore le pays chaque mois pour chercher asile ailleurs, soit par crainte pour leur sécurité, soit en raison de l'impact de l'effondrement économique.

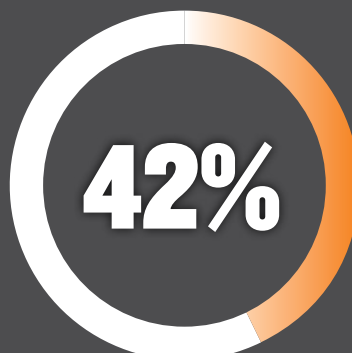
Portée médiatique

Compare l'ampleur de la crise avec la quantité de couverture médiatique dont elle fait l'objet. Toutes les crises sont comparées à la crise la plus couverte, le Mexique (100), et à la crise la moins couverte, la République du Congo (0).



Financement de l'appel humanitaire

L'ONU lance des appels à l'aide chaque année pour répondre aux crises de déplacement. Ces appels permettent de collecter des fonds, notamment pour l'eau, la nourriture et les abris des personnes déplacées.



Négligence politique

Elle mesure le degré de volonté politique des belligérants à protéger les civils et à engager des pourparlers de paix, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs internationaux à trouver des solutions politiques.

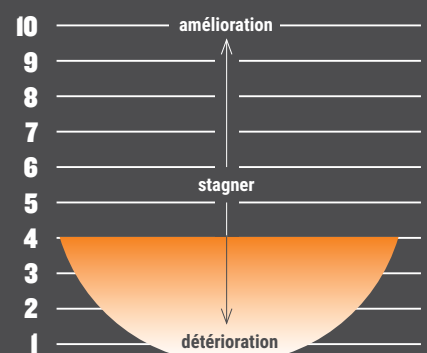




Photo: Ingebjerg Kärstad/NRC

5 Venezuela

2018 classement | 6^e

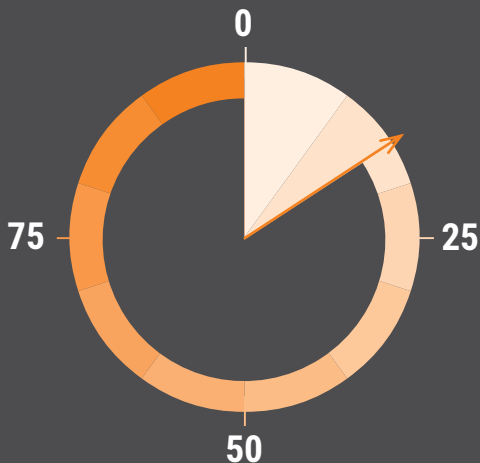
Des protestations massives ont éclaté dans la capitale du Venezuela, Caracas, au début de l'année 2019. Des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour réclamer un changement politique. La bataille politique qui s'en est suivie entre le gouvernement et l'opposition a conduit à une impasse qui est restée sans issue jusqu'en 2020, sans que les efforts de médiation nationaux ou internationaux n'aboutissent.

Sept années de chute libre économique et une crise socio-politique ont provoqué l'un des plus grands mouvements de population du siècle en Amérique latine. En avril 2019, 5 000 personnes par jour en moyenne ont fui de l'autre côté de la frontière. À la fin de l'année, près de cinq millions de Vénézuéliens avaient fui depuis le début de la crise à la recherche d'une vie meilleure et plus sûre, pesant sur une région déjà en difficulté. À l'intérieur du Venezuela, l'instabilité économique et politique a entraîné la chute des prix du pétrole, l'effondrement des principales exportations, l'hyperinflation et les sanctions économiques. L'économie s'est contractée de plus de 25 % au cours de l'année. Cela a eu des conséquences humanitaires dévastatrices pour plus de sept millions de Vénézuéliens qui ont eu du mal à accéder aux services de base. Les prix des denrées alimentaires ont grimpé en flèche alors que le pouvoir d'achat de

la population a été réduit de manière drastique. Le salaire minimum ne couvrait que 3,5 % du panier alimentaire de base. Quelque 6,8 millions de personnes ont souffert de sous-alimentation, soit un chiffre multiplié par quatre en cinq ans seulement. De nombreuses personnes n'avaient pas accès à l'eau, au carburant ou à l'électricité. L'appel humanitaire du Venezuela pour les personnes déplacées est arrivé tardivement, était peu important par rapport aux besoins et était l'un des appels les plus mal financés au monde, avec seulement 34 % de l'argent nécessaire donné. L'appel à l'aide pour les réfugiés vénézuéliens dans l'ensemble de la région n'a pas non plus attiré le soutien des donateurs et n'était financé qu'à 52 % à la fin de l'année. Le manque cruel de ressources et le manque de volonté politique sont les principales raisons pour lesquelles le Venezuela a été l'une des crises les plus négligées en 2019.

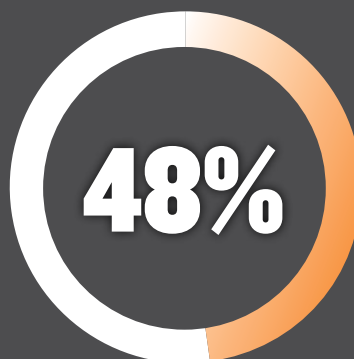
Portée médiatique

Compare l'ampleur de la crise avec la quantité de couverture médiatique dont elle fait l'objet. Toutes les crises sont comparées à la crise la plus couverte, le Mexique (100), et à la crise la moins couverte, la République du Congo (0).



Financement de l'appel humanitaire

L'ONU lance des appels à l'aide chaque année pour répondre aux crises de déplacement. Ces appels permettent de collecter des fonds, notamment pour l'eau, la nourriture et les abris des personnes déplacées.



Négligence politique

Elle mesure le degré de volonté politique des belligérants à protéger les civils et à engager des pourparlers de paix, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs internationaux à trouver des solutions politiques.

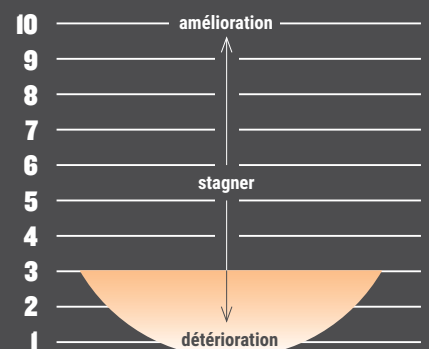




Photo: Mahamadou Abdourhamane/NRC

6 Mali

2018 classement | 7^e

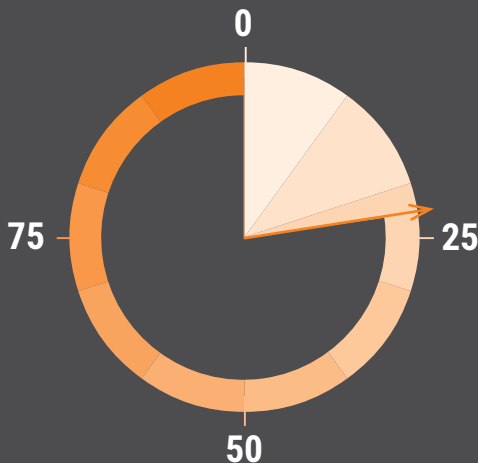
Le Mali a grimpé dans la liste des pays en crise négligée en 2019, alors que le conflit s'intensifiait et s'étendait du nord du pays aux régions du centre et de l'ouest. L'insécurité s'est répandue au-delà de la frontière vers les pays voisins, le Burkina Faso et le Niger, déclenchant une nouvelle crise régionale dans le centre du Sahel.

Des violences brutales ont frappé les civils. Quelque 208 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays à la fin de l'année, soit une forte augmentation par rapport aux 120 000 personnes déplacées en 2018. Les attaques contre les civils ont été incessantes, avec 1 343 incidents de sécurité enregistrés tout au long de l'année, la majorité d'entre eux dans l'épicentre de la crise à Mopti. On estime que 900 civils ont été tués et 545 blessés. Les Nations unies, la France et les dirigeants du G5 en Afrique de l'Ouest ont continué à fournir une réponse essentiellement militaire pour stabiliser le pays, dans le cadre d'opérations antiterroristes. Mais les opérations militaires nationales et internationales visant à protéger les civils n'ont pas eu d'impact positif significatif. Ces opérations ont parfois provoqué de violentes attaques en représailles, avec des conséquences humanitaires importantes. Malgré l'importante attention militaire internationale, le financement humanitaire pour les millions de personnes qui

souffrent et les investissements dans la bonne gouvernance étaient cruellement insuffisants. L'appel à l'aide pour 2019 n'a été financé qu'à 52 %. L'attention des médias a également fait défaut, la plupart des atrocités se déroulant loin des projecteurs internationaux. Une attaque violente qui a été couverte par les médias est le massacre qui a eu lieu en mars dans la région de Mopti, où plus de 150 personnes ont été tuées. Le premier ministre a démissionné après le massacre. Cependant, l'accord de paix de 2015 a fait peu de progrès tout au long de l'année pour mettre fin à l'effusion de sang. Depuis janvier 2020, 73 000 personnes ont dû fuir leur domicile, souvent pour la deuxième ou la troisième fois. En raison de la pandémie mondiale de Covid-19, la fermeture des frontières et les restrictions gouvernementales ont également entraîné une augmentation des prix des denrées alimentaires dans le nord du pays, ce qui se traduira par une augmentation des besoins humanitaires parmi les plus vulnérables.

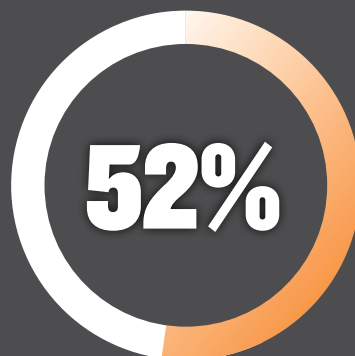
Portée médiatique

Compare l'ampleur de la crise avec la quantité de couverture médiatique dont elle fait l'objet. Toutes les crises sont comparées à la crise la plus couverte, le Mexique (100), et à la crise la moins couverte, la République du Congo (0).



Financement de l'appel humanitaire

L'ONU lance des appels à l'aide chaque année pour répondre aux crises de déplacement. Ces appels permettent de collecter des fonds, notamment pour l'eau, la nourriture et les abris des personnes déplacées.



Négligence politique

Elle mesure le degré de volonté politique des belligérants à protéger les civils et à engager des pourparlers de paix, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs internationaux à trouver des solutions politiques.

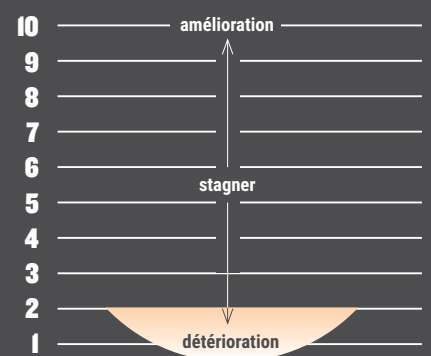




Photo: Tiri Skarstein/NRC

7 Soudan du sud

2018 classement | *nouveau*

Le Sud-Soudan a pris des mesures timides en vue de la stabilité en 2019. Si l'accord de paix de 2018 est resté ferme dans la plupart des régions du pays, certaines poches ont connu des pics de violence armée, des combats intercommunautaires et des raids sur le bétail. Des dizaines de milliers de personnes ont été nouvellement déplacées par les combats entre groupes armés, en particulier dans les États de l'Équatoria central, du Jonglei, des Lacs, du Nil supérieur et de Warrap.

Plus de 900 000 personnes ont été touchées par des inondations généralisées qui ont dévasté les activités agricoles et les moyens de subsistance, exacerbant des niveaux de faim déjà élevés. Les communautés vulnérables ont été poussées à des niveaux de besoins encore plus élevés.

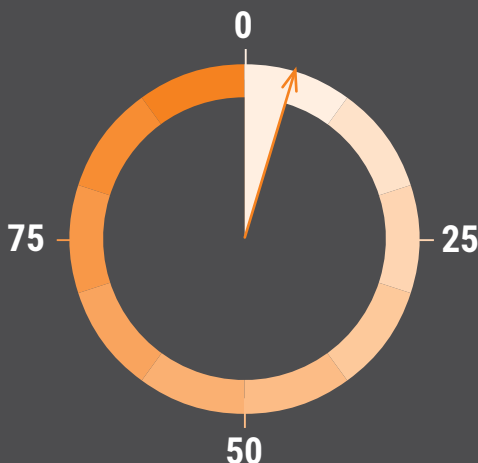
En 2019, le Sud-Soudan a connu des niveaux de famine record, avec quelque 7 millions de personnes incapables de se nourrir et des taux de malnutrition de 16 %, dépassant le seuil d'urgence mondiale. Si la gravité de l'insécurité alimentaire est liée aux inondations, les indicateurs de sécurité alimentaire ne se sont pas améliorés depuis la signature de l'accord de paix l'année précédente. Les préoccupations en matière de protection

sont restées importantes tout au long de l'année, les communautés exprimant leur crainte face à l'insécurité persistante, aux violations des droits de l'homme et à la violence sexiste. Plus des deux tiers de la population dépendaient de l'aide humanitaire.

Les progrès dans la mise en œuvre de l'accord de paix ont été lents et plusieurs prolongations ont été accordées pour la formation d'un gouvernement d'union. À la fin de 2019, la situation semblait largement inchangée. Le drame politique entre le président et son ancien adjoint a attiré l'attention des médias, mais n'a pas permis de résoudre la profonde crise humanitaire à laquelle la nation est confrontée.

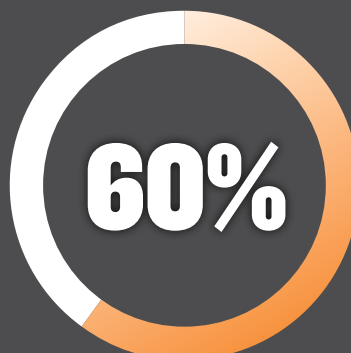
Portée médiatique

Compare l'ampleur de la crise avec la quantité de couverture médiatique dont elle fait l'objet. Toutes les crises sont comparées à la crise la plus couverte, le Mexique (100), et à la crise la moins couverte, la République du Congo (0).



Financement de l'appel humanitaire

L'ONU lance des appels à l'aide chaque année pour répondre aux crises de déplacement. Ces appels permettent de collecter des fonds, notamment pour l'eau, la nourriture et les abris des personnes déplacées.



Négligence politique

Elle mesure le degré de volonté politique des belligérants à protéger les civils et à engager des pourparlers de paix, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs internationaux à trouver des solutions politiques.

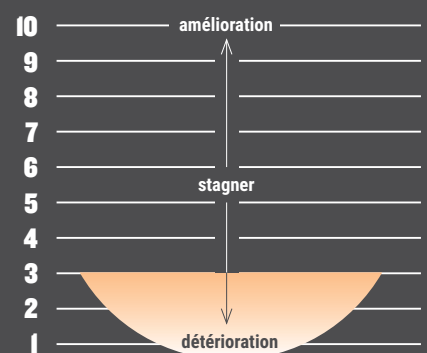




Photo: Haier/Mellir/NRC

8 Nigeria

2018 classement | *nouveau*

Plus de dix ans après, le conflit dans le nord-est du Nigeria entre les forces gouvernementales et les groupes armés, dont Boko Haram, est loin d'être terminé. Les civils ont continué à être pris dans la violence tout au long de l'année 2019. Le changement climatique a également poussé les populations à fuir leurs maisons. Des conditions de sécheresse extrême ont déclenché des incendies dans les sites de déplacement, et des inondations à grande échelle ont touché les communautés pendant la saison des pluies.

Une augmentation de l'insécurité en 2019 a vu les opérations militaires et les attaques sur les villages forcer 105 000 personnes à fuir à travers le nord-est du pays. Plus de 7 millions de personnes ont dépendu de l'aide humanitaire pour survivre dans les États les plus touchés d'Adamawa, de Borno et de Yobe.

L'écrasante majorité du nord-est est restée inaccessible aux organisations humanitaires en raison des hostilités actives, des menaces d'attaque et des restrictions militaires qui ont limité l'acheminement de l'aide aux "villes garnison" tenues par le gouvernement. Ces villes n'ont que peu d'infrastructures, de sorte que de nombreuses familles déplacées sont entassées dans de minuscules parcelles de

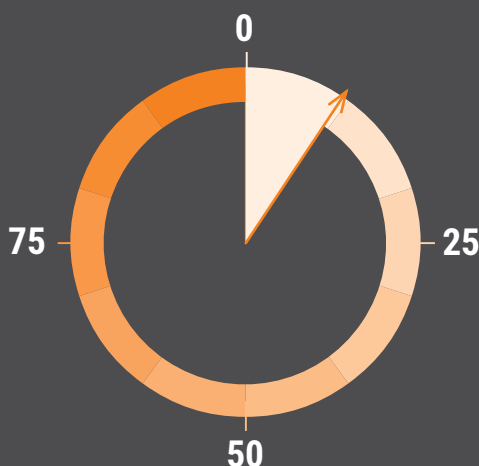
terre et ne reçoivent pratiquement aucune aide humanitaire pour répondre à leurs besoins fondamentaux.

vec un accès minimal aux communautés les plus touchées, la crise humanitaire globale est restée largement ignorée. Les médias internationaux et l'attention politique se sont largement concentrés sur l'aspect sécuritaire du conflit nigérian, en négligeant le nombre de victimes civiles.

La crise humanitaire devrait continuer à se détériorer tout au long de l'année 2020. On prévoit que 3,8 millions de personnes souffriront d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure de 2020 dans le nord-est du Nigeria.

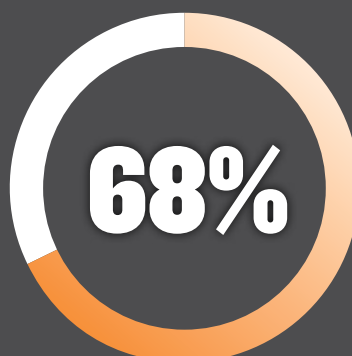
Portée médiatique

Compare l'ampleur de la crise avec la quantité de couverture médiatique dont elle fait l'objet. Toutes les crises sont comparées à la crise la plus couverte, le Mexique (100), et à la crise la moins couverte, la République du Congo (0).



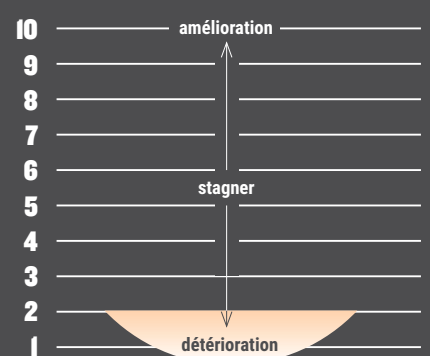
Financement de l'appel humanitaire

L'ONU lance des appels à l'aide chaque année pour répondre aux crises de déplacement. Ces appels permettent de collecter des fonds, notamment pour l'eau, la nourriture et les abris des personnes déplacées.



Négligence politique

Elle mesure le degré de volonté politique des belligérants à protéger les civils et à engager des pourparlers de paix, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs internationaux à trouver des solutions politiques.





9 République centrafricaine

Le conflit en République centrafricaine (RCA) est resté l'un des pires au monde en 2019, en termes de proportion de la population touchée. L'insécurité a envahi la plus grande partie du pays, plus de la moitié des civils ayant recours à l'aide humanitaire pour survivre.

2018 classement | 3^e

Depuis le début de la nouvelle flambée de violence en 2013, des centaines de milliers de personnes ont continué à être déracinées de leurs foyers. Un quart de la population a été forcé de fuir, et la moitié d'entre eux ont traversé au Cameroun, en RD Congo ou au Tchad voisins pour se mettre à l'abri.

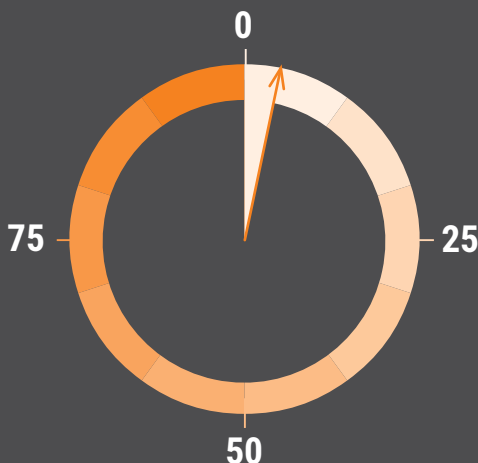
La signature d'un accord de paix historique en février 2019 a vu la formation d'un nouveau gouvernement. Malgré cela, les groupes armés ont continué à commettre de graves violations des droits de l'homme à l'encontre des civils au cours de l'année. Dix mois plus tard, plus de 70 % de la RCA échappait au contrôle du nouveau gouvernement. L'ONU a enregistré une augmentation de la violence extrême contre les civils. Les violations du droit international se

sont poursuivies sans relâche, et les civils et les humanitaires n'ont pas pu se déplacer librement pour accéder à l'aide ou la fournir. Les attaques contre les travailleurs humanitaires se sont poursuivies en 2019, avec cinq humanitaires tués et 42 blessés dans l'exercice de leurs fonctions.

L'accord de paix a suscité un moment d'attention médiatique en RCA, mais la crise humanitaire est restée largement absente des grands titres de l'actualité mondiale au cours de l'année. À l'aube de l'année 2020, la République centrafricaine est confrontée à de nouvelles vagues de violence dans le nord-est et le sud-est du pays, forçant environ 25 000 personnes à fuir en ayant besoin de protection et d'aide humanitaire.

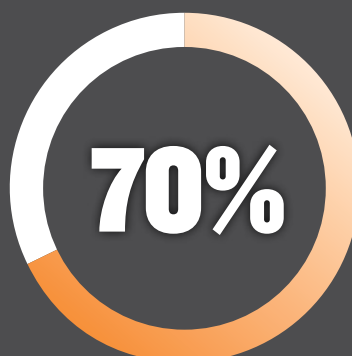
Portée médiatique

Compare l'ampleur de la crise avec la quantité de couverture médiatique dont elle fait l'objet. Toutes les crises sont comparées à la crise la plus couverte, le Mexique (100), et à la crise la moins couverte, la République du Congo (0).



Financement de l'appel humanitaire

L'ONU lance des appels à l'aide chaque année pour répondre aux crises de déplacement. Ces appels permettent de collecter des fonds, notamment pour l'eau, la nourriture et les abris des personnes déplacées.



Négligence politique

Elle mesure le degré de volonté politique des belligérants à protéger les civils et à engager des pourparlers de paix, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs internationaux à trouver des solutions politiques.

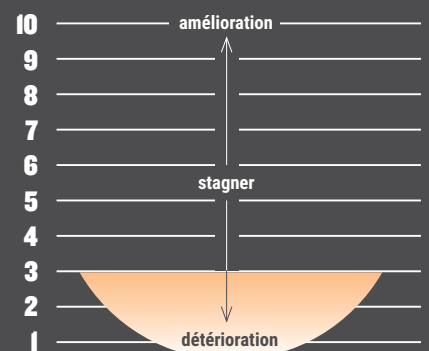




Photo: OCHA/Eve Sabbagh

10 Niger

2018 classement | *nouveau*

Autre nouveau venu sur la liste des crises négligées, le Niger a été frappé par une triade de conflits, de changements climatiques et de famine chronique en 2019.

Dans l'ombre de ses voisins, le pays a porté une partie du fardeau de plusieurs conflits dans la région du Sahel. Dans le sud, des réfugiés ont franchi la frontière du Nigeria pour fuir les groupes armés et l'insécurité. À l'ouest, les réfugiés ont cherché à se protéger de la violence au Burkina Faso et au Mali.

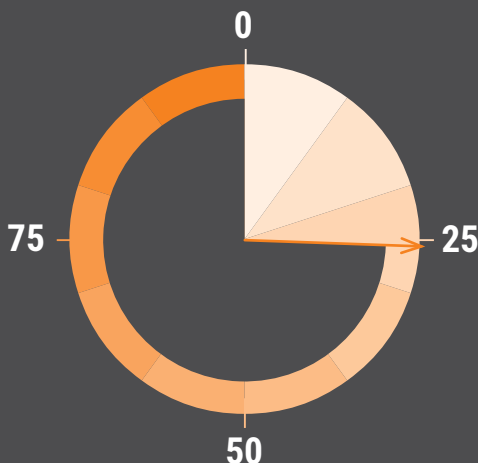
À l'intérieur du Niger, les attaques des groupes armés, le banditisme, les affrontements intercommunautaires et les opérations militaires de l'État ont forcé 440 000 personnes à quitter leur foyer. L'insécurité alimentaire a menacé la vie de plus de 1,6 million de personnes. Le Niger a également été très vulnérable aux catastrophes, avec quelque 227 000 personnes touchées par les inondations au cours de l'année.

La situation politique au Niger a été plus stable que dans les pays voisins, le Burkina Faso et le Mali. Toutefois, l'emprisonnement du chef de l'opposition et candidat à la présidence en novembre a suscité des allégations de régime de plus en plus autoritaire.

L'année 2020 a déjà été marquée par des attaques de groupes armés et d'importantes opérations militaires qui ont forcé les gens à fuir leurs maisons dans la région de Tilabéri, dans l'ouest du pays, et par l'arrivée de 23 000 réfugiés, fuyant le nord-ouest du Nigeria.

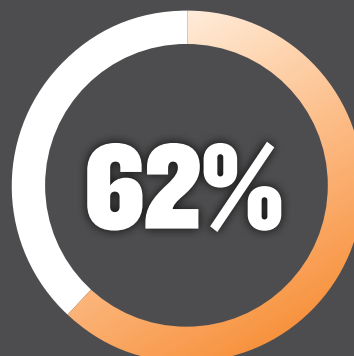
Portée médiatique

Compare l'ampleur de la crise avec la quantité de couverture médiatique dont elle fait l'objet. Toutes les crises sont comparées à la crise la plus couverte, le Mexique (100), et à la crise la moins couverte, la République du Congo (0).



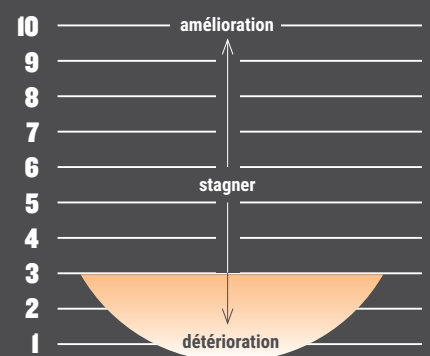
Financement de l'appel humanitaire

L'ONU lance des appels à l'aide chaque année pour répondre aux crises de déplacement. Ces appels permettent de collecter des fonds, notamment pour l'eau, la nourriture et les abris des personnes déplacées.



Négligence politique

Elle mesure le degré de volonté politique des belligérants à protéger les civils et à engager des pourparlers de paix, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs internationaux à trouver des solutions politiques.



RECOMMANDATIONS

Nous reconnaissons qu'une formule unique ne fonctionnera pas pour rehausser le profil de chaque crise négligée, mais les recommandations ci-dessous fournissent des mesures pratiques que des groupes et acteurs spécifiques peuvent prendre afin d'améliorer l'attention accordée aux crises négligées.

Aux politiciens / Conseil de sécurité de l'ONU:

- Augmenter les efforts diplomatiques pour trouver des solutions politiques aux conflits négligés. S'efforcer de contribuer à résoudre les situations d'urgence en fonction de leur gravité, plutôt que de l'attention médiatique dont elles font l'objet, de l'importance géopolitique de la région ou des intérêts partisans des grandes puissances.
- S'assurer que les politiques anti-terroristes n'ont pas d'impact négatif sur la capacité des humanitaires à atteindre les communautés dans le besoin.

To donors:

- Fournir une aide humanitaire en fonction des besoins des personnes touchées par les crises, et non en fonction d'intérêts géopolitiques ou du degré d'attention médiatique.
- Augmenter les financements flexibles et prévisibles conformément aux engagements du Grand Pacte, afin d'améliorer l'offre de financement à ceux qui en ont besoin au moment où ils en ont besoin.
- S'appuyer sur les meilleures pratiques existantes pour garantir la flexibilité et la prévisibilité du financement.
- Augmenter l'appétit pour le risque afin de permettre le travail dans des zones difficiles d'accès et améliorer le partage des risques entre les différents acteurs. Les humanitaires sont surtout nécessaires dans les endroits où opèrent des groupes armés et où la gouvernance est faible. Mais dans les zones les plus difficiles à atteindre, trop peu d'ONG sont présentes et les donateurs doivent être prêts à fournir un financement suffisant pour gérer le risque.
- Encourager un engagement accru avec les organisations de développement dans les contextes de crise fragiles. Il s'agit notamment de permettre un acheminement rapide des fonds pour répondre aux besoins humanitaires immédiats si la situation se détériore.
- Veiller à ce que la réponse à la pandémie de Covid-19 ne détourne pas les fonds des crises négligées existantes.

Aux journalistes et aux rédacteurs en chef:

- Prioriser les crises en fonction des besoins humanitaires ou des niveaux de gravité objectifs.
- N'abandonnez pas. Continuez à chercher de nouveaux angles et de nouvelles histoires qui ont été ignorées lors de crises prolongées, et faites des

reportages qui mettent l'accent sur les solutions et ne contribuent pas à exacerber les conflits.

- Si la bureaucratie, comme le manque d'autorisations ou de visas pour les médias, empêche de rendre compte d'une crise, utilisez les plateformes médiatiques pour plaider en faveur des changements nécessaires.
- S'engager dans la protection de la liberté de la presse pour garantir que les reporters nationaux travaillant dans les pays touchés par une crise puissent continuer à rendre compte des conséquences humanitaires.
- Envoyez votre personnel suivre une formation en matière de sécurité et assurez-lui sécurité et protection lorsqu'il se trouve dans des zones de conflit, afin qu'il puisse effectuer ses reportages en toute sécurité.

Aux organisations humanitaires:

- Utilisez un financement flexible pour soutenir les crises négligées.
- Évitez de crier au loup. N'insistez pas sur l'augmentation du financement pour les crises déjà bien financées, car cela peut avoir un impact sur la capacité des donateurs à mettre l'argent à disposition au moment et à l'endroit où il est vraiment nécessaire.
- Mettez en place en temps utile des aperçus des besoins humanitaires et des plans d'intervention, et veillez à ce que les appels à l'aide reflètent les besoins réels. Ne pas ajuster les appels à la baisse pour les crises où les fonds disponibles sont censés être limités.
- Améliorer la collaboration et la coordination entre les organisations sur le terrain. Optimiser l'utilisation des ressources et éviter une concurrence inutile pour les ressources limitées disponibles.
- Investir dans la défense des droits. Souvent, les pays qui reçoivent le moins de fonds ne peuvent pas se permettre d'investir dans la défense des droits et les médias, ce qui crée un cercle vicieux et rend difficile de sortir ces crises de l'oubli.

Pour le public:

- Renseignez-vous sur les crises négligées et soutenez un journalisme de qualité qui couvre les conflits oubliés.
- Faites entendre votre voix et parlez de ces crises.
- Vérifiez les politiques humanitaires des candidats et des partis politiques avant de voter. Interrogez vos hommes politiques sur ces crises et faites pression pour qu'ils prennent des initiatives politiques.

Publication: 10 juin 2020

Principaux écrivains: Michelle Delaney, Catriona Loughran, Tom Peyre-Costa and Vegard Tjørhom

Sources: UN Financial Tracking Service, Meltwater, HRW, IDMC, UNOCHA, UNHCR, NRC

Suivez nous:



[facebook.com/
norwegianrefugeecouncil](https://facebook.com/norwegianrefugeecouncil)



[twitter.com/
nrc_norway](https://twitter.com/nrc_norway)



[instagram.com/
nrc_norway/](https://instagram.com/nrc_norway/)